

Écrire une biographie, pourquoi, comment ? L'exemple de Napoléon III

par
Jean Sagnes,
professeur d'histoire contemporaine émérite
à l'université de Perpignan Via Domitia

C'est à un exercice d'ego histoire que les organisateurs de cette journée nous ont conviés puisqu'il est expressément demandé aux intervenants de relater leur expérience personnelle concernant ce genre historique aussi ancien que l'histoire elle-même, très prisé du public mais qui, au cours de la dernière période, n'a pas toujours eu les faveurs de l'histoire universitaire. Aussi, peut-être est-il nécessaire en préambule de préciser les termes et les implications de ce choix et nul mieux que Pierre Nora ne les a mieux définis : « Toute une tradition scientifique a poussé les historiens, depuis un siècle, à s'effacer devant leur travail, à dissimuler leur personnalité derrière leur savoir... Les acquis de l'historiographie ont mis en évidence depuis une vingtaine d'années les faux-semblants de cette impersonnalité et le caractère précaire de sa garantie. Aussi l'historien d'aujourd'hui est-il prêt, à la différence de ses prédécesseurs, à avouer le lien étroit, intime et tout personnel qu'il entretient avec son travail ».

Pourquoi écrire une biographie ?

« Pourquoi écrire une biographie » ? On écrit la biographie d'un personnage parce que l'on est attiré par lui soit en raison de son rôle historique, soit parce qu'il peut être considéré comme un révélateur de société, et dans ce cas, on peut s'intéresser à un obscur, à un sans-grade. C'est ce qu'a fait Alain Corbin avec *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot*, ouvrage qui porte en sous-titre : *Sur les traces d'un inconnu*.

Personnellement, rien ne me prédisposait à écrire une biographie de Napoléon III. Certes, je me suis très tôt intéressé à l'histoire de la France des XIXe et XXe siècles mais mon sujet de prédilection était l'histoire des mouvements sociaux, mouvement ouvrier et mouvement paysan et, d'une façon générale, l'histoire des

socialismes. La personnalité de Napoléon III comme le second Empire étaient restés en dehors de mes préoccupations. Simplement, en recherchant les origines du mouvement ouvrier, j'avais été amené à m'intéresser à la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851. Mais force avait été de constater que, contrairement à mon hypothèse initiale, il n'y avait pas de filiation entre les résistants républicains au coup d'État et le développement ultérieur du mouvement ouvrier ou socialiste. La postérité des insurgés dressés contre le 2 Décembre ne se trouvait pas chez les socialistes mais chez les radicaux et même chez les républicains modérés. Quoiqu'il en soit, c'est parce que j'avais étudié cette résistance qu'on m'a demandé en 2001, pour le 150^{ème} anniversaire du 2 Décembre, de donner une série de conférences sur cet événement

Je commençais donc à relire les classiques sur la question et d'abord ceux que je pensais être incontournables comme *Histoire d'un crime* de Victor Hugo, *Étude historique sur le coup d'État* d'Eugène Ténot et *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Karl Marx. En dehors de l'invective et du plaidoyer *pro domo*, je ne trouvais, chez Hugo, rien qui puisse me permettre de comprendre vraiment la signification profonde du coup d'État. Par contre, l'ouvrage de Ténot apportait deux éléments auxquels on n'a souvent pas assez porté attention : d'une part la résistance armée au 2 Décembre avait été à la fois une insurrection républicaine et une insurrection paysanne, d'autre part Ténot montrait qu'aucune grande ville ouvrière ne s'était dressée alors contre le prince-président et Ténot insistait même sur la participation « bourgeoise » à cette résistance. De même le livre de Marx, même s'il avait incontestablement un aspect moralisateur et pamphlétaire, contenait une analyse sociale et politique du coup d'État. Certes Marx était très sévère pour Louis-Napoléon Bonaparte présenté comme un aventurier mais il citait sans aucune critique la phrase prononcée à l'occasion du coup d'État par Guizot : « C'est le triomphe complet et définitif du socialisme ! » et soulignait le fait que la répression lors du coup d'État s'était abattue en priorité sur la bourgeoisie : « La bourgeoisie avait fait l'apothéose du sabre et c'est le sabre qui la domine. Elle avait supprimé la presse révolutionnaire et c'est sa propre presse qui est supprimée. Elle avait déporté sans jugement et maintenant c'est elle que l'on déporte sans jugement ! » Pour Marx que cette bourgeoisie ait été républicaine ne changeait rien à l'affaire.

Poursuivant l'enquête, je lus un ouvrage souvent cité mais fort peu utilisé, celui de Proudhon intitulé *La révolution sociale démontrée par le coup d'État*. C'était un gros livre dans lequel Proudhon écrivait quelques semaines après le 2 Décembre : « Nous sommes en plein socialisme ! » Ainsi Guizot et Proudhon faisaient de Louis-Napoléon un socialiste et Marx ne paraissait pas les démentir. Je me souvins alors que Jean Maitron dans son *Dictionnaire du mouvement ouvrier français* avait publié une notice sur « Bonaparte Louis-Napoléon » et que, pour lui, la brochure *Extinction du paupérisme* faisait partie de « la floraison du socialisme utopique français » !

Je me trouvais donc en territoire connu, beaucoup plus proche de mes recherches antérieures que je ne l'aurais cru d'où l'idée de publier, chose qui curieusement n'avait jamais été faite, une édition critique d'*Extinction du paupérisme*

sous le titre de *Les racines du socialisme de Louis-Napoléon Bonaparte*. Guizot, Proudhon et Maitron avaient raison : cet écrit, datant de 1844, était pleinement socialiste. Louis-Napoléon avait des phrases étonnantes. Il affirmait que son écrit avait « pour unique but le bien être de la classes ouvrière » et ajoutait : « La classe ouvrière ne possède rien, il faut la rendre propriétaire... Elle est sans organisation et sans liens, sans droits et sans avenir, il faut lui donner des droits et un avenir et la relever à ses propres yeux ! » S'ensuivaient toute une série de propositions concrètes dont la plus significative était la remise de toutes les terres incultes de France à une association ouvrière ! Il n'était pas difficile de voir quels étaient les inspireurs de Louis-Napoléon : Louis Blanc bien sûr mais surtout Saint-Simon qui disait déjà en 1821 que le but de son entreprise de développement de l'industrie était « d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a point d'autres moyens d'existence que le travail de ses bras ».

Au même moment, en 1817 pour être précis, l'Anglais Robert Owen attirait l'attention des souverains européens sur la situation des « classes ouvrières » ! Et c'est justement pour désigner en Angleterre Owen et ses amis et, en France Saint-Simon et ses disciples, qu'apparaît quelques années plus tard le mot « socialisme ». On peut dire qu'être socialiste alors c'est considérer que la question sociale principale dans les pays où se développe la grande industrie c'est tout simplement reconnaître l'existence d'une « exception ouvrière » et qu'en conséquence il convient de prendre en faveur des ouvriers des mesures particulières pouvant aller jusqu'à ce que nous appelons aujourd'hui la discrimination positive. Le socialisme dont s'inspirait *Extinction du paupérisme* était le socialisme saint-simonien c'est-à-dire un socialisme non révolutionnaire, non obligatoirement républicain, non communiste et qui attendait la solution du problème de l'action d'un homme que l'on peut qualifier d'homme providentiel.

Ainsi, avec *Extinction du paupérisme*, Louis-Napoléon entrait dans la grande famille des socialistes du XIXème siècle. Mais après 1844, qu'était-il devenu ? Était-il demeuré socialiste ? Pour y répondre, il fallait donc étudier Napoléon III tout au long de sa vie et vérifier si son socialisme incontestable en 1844 avait résisté à l'épreuve du temps et du pouvoir. Voilà la réponse que personnellement j'apporterai à la première question posée par les organisateurs de cette réencontre : « Pourquoi écrire une biographie ? »

Comment écrire une biographie ?

Reste la seconde question : « Comment écrire une biographie ? » Pour écrire une biographie qui ne soit pas une simple compilation des écrits de ses devanciers, il faut bien évidemment apporter quelque chose de nouveau sur le sujet. L'histoire, nous le savons est la somme de trois éléments : des sources (les documents), une critique de ces sources et les interprétations de ces sources c'est-à-dire une théorie explicative. Pour que l'histoire évolue c'est-à-dire pour que l'on apporte du nouveau en histoire, il suffit que l'un de ces trois termes évolue. Concernant Napoléon III, il

était nécessaire de vérifier si la grille de lecture saint-simonienne s'appliquait bien au président puis à l'empereur. Bien sûr, l'innovation n'était pas totale. Plusieurs historiens du second Empire avaient souligné l'inspiration saint-simonienne de plusieurs mesures prises par Napoléon III. Deux des meilleurs spécialistes de cette période avaient ouvert la voie : Bernard Ménéger dans *Les Napoléon du peuple* paru en 1988 et Alain Plessis qui, dans deux articles de la revue *L'Histoire* parus en 1996 et en 1997, avait posé deux questions : « Napoléon un empereur « socialiste » ? et « Un socialiste au pouvoir ? ». Ces historiens traçaient le chemin mais il fallait aller plus loin et pour cela envisager la question durant la durée de la vie de Napoléon III.

Tout d'abord, concernant une biographie, il fallait choisir le modèle, choisir entre Suétone et Guizot. Avec Suétone, c'est la biographie psychologique comportant une accumulation d'anecdotes souvent pittoresques sans que les liaisons avec la société de l'époque soient réellement précisées. Ainsi, l'histoire psychologisante s'épuise dans l'événementiel. Avec Guizot, c'est la biographie comme exprimant la société d'une époque en veillant toutefois à faire en sorte que le portrait de l'homme ne disparaisse pas derrière son temps. L'homme est grand, nous dit Guizot, lorsqu'il est en accord avec son époque. Hegel, avant Guizot, avait eu cette conception du grand homme lui qui, ayant vu à Iéna Napoléon, disait qu'il avait vu « passer l'esprit du monde » ! La réponse de l'historiographie universitaire aujourd'hui ne fait aucun doute, le bon choix est celui de Guizot en s'efforçant d'éviter le risque de faire disparaître l'homme derrière son temps et, en l'occurrence, derrière l'histoire du second Empire et en ne se privant pas, à l'occasion, de citer telle ou telle anecdote significative.

Il fallait d'abord, bien évidemment, reprendre systématiquement les biographies, nombreuses, parues sur le personnage car en histoire autant que dans les autres disciplines, il n'est pas de voyageur sans bagages. Ensuite aller directement aux sources de quelque nature qu'elles soient. Les sources sur la vie de Napoléon III sont en effet extrêmement abondantes : archives publiques françaises (Archives nationales, multiples archives départementales et municipales...), archives étrangères (en Suisse, en Italie, en Angleterre...), presse nationale et départementale française et presse étrangère, archives privées, œuvres de Napoléon III, témoignages des contemporains. Bref, après Napoléon Ier, Napoléon III est certainement l'homme politique français de la période contemporaine sur lequel on a le plus écrit. L'ensemble de ces sources est un océan que personne n'a encore exploré de façon exhaustive. Qui peut dire avoir consulté la totalité des archives étrangères et des archives françaises sur le personnage ? En fait, chaque auteur a dû faire un choix et il n'était pas question d'opérer différemment.

J'ai d'abord considéré que les sources les plus accessibles avaient été relativement bien utilisées et j'ai préféré me concentrer sur des sources nouvelles : les archives du canton de Thurgovie et du château d'Arenenberg en Suisse ; les œuvres de Napoléon III ; les journaux de l'époque notamment la presse bonapartiste ; les témoignages des contemporains. Parmi les documents ainsi exhumés pour la première fois, j'en citerai deux. D'une part, un passage des œuvres d'Enfantin qui

évoque les discussions sur le saint-simonisme entre la reine Hortense et Narcisse Vieillard, le précepteur saint-simonien du frère aîné de Louis-Napoléon, mort en Italie en 1831, et qui va influencer Louis-Napoléon. Cette information était d'un très grand intérêt pour établir la filiation saint-simonisme-Louis-Napoléon Bonaparte qui était bien souvent évoquée comme une simple hypothèse. Le second document découvert était la proclamation du nouveau président de la République Louis-Napoléon Bonaparte datée de décembre 1848 dans laquelle celui-ci annonce son intention de faire voter d'urgence un décret « attribuant à la classe ouvrière la propriété de toutes les terres incultes de France », proclamation qui prouve la détermination de son auteur d'appliquer les idées contenues dans *Extinction du paupérisme* alors que bien souvent cette détermination a été mise en doute ou passée sous silence. Restait à assembler tous les éléments recueillis autour des lignes de force de la vie de Napoléon III sans jamais séparer sa vie de son œuvre pour arriver à présenter l'homme sous toutes ses facettes. Le titre choisi pour l'ouvrage: *Napoléon III. Le parcours d'un saint-simonien* avait pour but de préciser ce qui faisait l'unité de la vie du personnage.

Une personnalité riche et contrastée

Peu à peu se dessinait en effet une personnalité aussi riche que contrastée. Napoléon III apparaissait d'abord comme un héritier et ceci à un double titre. C'est un héritier de Napoléon 1^{er} dont il était, comme ses frères, un fils adoptif. Il peut être dit porphyrogénète c'est-à-dire né dans la pourpre impériale et donc élevé pour éventuellement régner un jour. Mais c'est aussi un héritier de la Révolution française et des Lumières. Le choix de Philippe Le Bas comme précepteur par sa mère, la reine Hortense, est significatif de cette volonté d'ancrage politique et idéologique. Ces choses sont assez connues pour qu'on ne s'y étende pas davantage. Il suffira d'évoquer cette scène souvent décrite où, dans un salon d'Arenenberg, sont réunis la reine Hortense, la grande duchesse de Bade née Stéphanie de Beauharnais, le précepteur Le Bas fils du conventionnel ami de Robespierre et le fils de Le Peletier de Saint-Fargeau !

Le deuxième trait de la personnalité de Napoléon III, c'est qu'il était contemporain de la Révolution industrielle, cet extraordinaire essor des forces productives qui a pour siège l'Europe occidentale au début du XIX^{ème} siècle, révolution qui annonce des temps nouveaux mais qui, pour l'heure, fait surgir un mal redoutable : le paupérisme né non plus du dénuement mais de l'abondance. Comme d'autres, philanthropes, socialistes voire communistes, le jeune Louis-Napoléon est ainsi conduit à voir dans la question ouvrière « la » question sociale du siècle à la fois par compassion et aussi parce que la classe ouvrière organisée peut devenir une redoutable force de frappe politique comme certains de ses éléments en ont fait la démonstration lors de la révolution de 1830. Aussi n'est-il pas étonnant qu'en 1834, lorsqu'il apprend le soulèvement des ouvriers de Lyon, Louis-Napoléon quitte Arenenberg pour Genève, prêt à se rendre à Lyon !

Apparaît alors un troisième trait de sa personnalité : cet héritier est aussi un conspirateur et il sera toute sa vie un conspirateur. Nul doute qu'il avait des dispositions personnelles dans ce domaine mais il faut souligner le milieu dans lequel il a grandi entouré de carbonari, entouré aussi de francs-maçons qui sont quelquefois les mêmes hommes. C'est une époque où, face à la Sainte-Alliance, la conspiration paraît la seule voie pour parvenir au pouvoir. Conspirateur, il l'est en 1831 en Italie comme ensuite en Suisse, où Arenenberg devient un des principaux centres de conspirations en Europe. C'est là qu'il prépare le complot qui débouche en 1836 sur la tentative de prise du pouvoir de Strasbourg. C'est d'Angleterre qu'il prépare, en 1840, le complot de Boulogne dont l'échec l'envoie pour plus de cinq ans au Fort de Ham. Acquis aux idées réformatrices saint-simoniennes, il cherche sans succès, avant et après son élection à la présidence de la République en décembre 1848, des alliés pour les appliquer. Les seuls possibles, les républicains, ne cessant de se dérober, il revient à la conspiration. On retrouve le comploteur en décembre 1851 lorsqu'il prépare « l'opération » Rubicon dont le succès le met sur la voie du rétablissement de l'Empire un an plus tard. Devenu empereur, et parce qu'il est contraint de gouverner avec des « capacités » conservatrices ou orléanistes qui réprouvent beaucoup de ses idées, il continue son action de « carbonaro » au plan de la politique extérieure comme à celui de la politique intérieure. Systématiquement, il « double » ses diplomates confiant des missions secrètes à des proches en qui il a toute confiance comme son ami le médecin Henri Conneau ou sa filleule Hortense Cornu, à des occasionnels comme Michel Chevalier avec l'Angleterre ou Mariette Pacha avec l'Égypte, n'hésitant pas lui-même à rencontrer secrètement Cavour ou Bismarck. Pour appliquer sa politique sociale en faveur des ouvriers, il fait de même activant les réseaux saint-simoniens ou ceux de son cousin le prince Napoléon.

Pourtant ce conspirateur est aussi un élu du peuple, un démocrate. Démocrate parce que, comme le disait la reine Hortense, les Bonaparte ne pouvaient tirer leur légitimité que du soutien populaire. En juin 1848, Louis-Napoléon est élu député dans quatre départements et en septembre dans cinq. En décembre 1848, il est porté à la présidence de la République avec 75 % des suffrages exprimés contre le candidat officiel, le chef du gouvernement Cavaignac. Bien sûr, on ne le créditera pas des larges succès obtenus aux plébiscites de décembre 1851 et de décembre 1852 parce que ces succès ont été faussés par le contexte de terreur qui régnait après le coup d'État et par l'exil ou l'emprisonnement de beaucoup d'opposants. Pourtant, nul ne doute qu'il aurait obtenu en temps normal une large majorité et il reste toujours à expliquer pourquoi les départements « rouges » ont voté oui alors que certaines villes à majorité légitimiste comme Montpellier ont voté non. Est-ce parce que la pression du pouvoir n'était pas aussi totale qu'on pouvait le penser ou est-ce parce que la perception du coup d'État n'a pas été aussi négative qu'on le croit aujourd'hui dans les milieux « rouges » ? Tout au long de l'Empire, l'empereur recherche le contact avec le peuple par de multiples voyages, par de nombreux discours ou par des gestes symboliques. Il a, par exemple, été le premier à décerner la légion d'honneur à des ouvriers et à des femmes et il convient de rappeler à ce propos

qu'Enfantin disait en 1832 : « Nous venons pour le prolétaire et pour les femmes » ! En 1870, dans des conditions politiques que l'on peut qualifier de normales, il obtient la majorité absolue à son plébiscite.

On peut commencer sa carrière politique par l'onction populaire et se conduire ensuite en monarque autoritaire. Et il est vrai que Napoléon III n'a pas hésité à utiliser la force pour se maintenir au pouvoir. À partir du 2 Décembre, il a donné à la police un rôle accru, il a soumis à la censure les journaux, maintenu en détention des centaines d'opposants politiques et systématisé le système des candidatures officielles déjà à l'œuvre, sous une échelle moindre, sous la monarchie de Juillet et la Deuxième République. Il a utilisé l'Église catholique comme moyen de gouvernement contribuant à installer un ordre moral particulièrement pesant. Pourtant, en dehors de la période de dictature de décembre 1851 à février-mars 1852, il n'a jamais exercé de pouvoir absolu et le second Empire a été un État de droit. Il y a toujours eu des institutions qui ont fonctionné. Le pouvoir de Napoléon III a été limité par le Corps législatif, le Conseil d'État, les juges même. Et on ne peut lui imputer l'académisme en art, lui qui a imposé le salon des refusés. Enfin, c'est lui qui a desserré l'étau du pouvoir autoritaire qu'il avait lui-même installé et engagé la France sur la voie d'un véritable parlementarisme. S'il n'est pas exagéré de voir en lui un despote éclairé, il est non moins vrai que son régime a instauré d'une façon irréversible le suffrage universel. Aujourd'hui, les spécialistes de science politique considèrent que la candidature officielle, honnie des républicains, a permis à l'électorat paysan majoritaire de s'émanciper de la tutelle du château et de la cure.

La politique économique

Il serait vain de vouloir faire entrer toute la politique économique du second Empire dans le cadre du saint-simonisme. Pourtant, ses éléments essentiels en portent la marque et sont dus à l'intervention personnelle de l'empereur. Comme on le sait, le saint-simonisme voit dans la circulation des hommes, de l'argent, des marchandises la source de la prospérité générale et le fameux discours de Bordeaux du 9 octobre 1852 n'est rien d'autre qu'un manifeste saint-simonien avec d' « immenses territoires incultes à défricher », des « routes à ouvrir », des « ports à creuser », des « rivières à rendre navigables », des « canaux à terminer », un « réseau de chemin de fer à compléter ». C'est le mérite de Proudhon, dans son analyse du coup d'État, d'avoir étudié celui-ci non seulement dans ses aspects répressifs mais aussi dans son contenu politique, économique et social. Bien souvent, dans une étude du second Empire, on dissocie la répression policière, militaire et judiciaire qui caractérise le 2 Décembre des mesures politiques, économiques et sociales qui l'accompagnent. C'est ce que ne fait pas Proudhon qui souligne que le 2 Décembre est aussi le jour du rétablissement du suffrage universel supprimé par l'Assemblée, ce qui revient à redonner le droit de vote aux plus pauvres (les paupérisés !). Et, dans les jours qui suivent, c'est l'abaissement de la rente qui, facilitant le crédit, va pousser les rentiers à investir dans les chemins de fer ; c'est aussi le décret sur les sociétés de

secours mutuels, alimentées par la confiscation des biens de la famille d'Orléans, dont la portée il est vrai sera réduite par l'opposition de l'Église. Ces décrets, pris durant la période de dictature qui va du 2 décembre 1851 aux élections législatives de février-mars 1852, ont été justement dénommés par Louis Girard « les décrets du 2 décembre ». En même temps sont lancés les grands travaux de rénovation des villes et surtout de Paris (rénovation appelée improprement « haussmannisation » alors que l'on devrait utiliser le terme de « napoléonisation » puisque c'est l'empereur qui l'a décidée et en a fixé les grandes lignes). Grâce à ces travaux, à la construction des chemins de fer, au développement de la banque, le spectre du chômage recule dans des proportions telles que le second Empire a été une période plein emploi. C'est ce qui explique la fidélité de l'électorat ouvrier à la personne de Napoléon III.

La politique sociale

La politique sociale porte aussi la marque de cet esprit saint-simonien et dans ce domaine l'énumération est fastidieuse. Ce qui est frappant c'est que le caractère novateur de telle ou telle mesure apparaît plutôt dans les travaux des spécialistes sur telle ou telle question que dans les exposés synthétiques de la politique du second Empire. Il en est ainsi des premiers essais de logement ouvrier ; de la mise en place d'un service de médecine gratuite dans les départements et à Paris ; d'une caisse de la boulangerie qui stabilise les prix du pain et éloigne définitivement le spectre de la disette; de la suppression des articles du code pénal qui, devant la justice, permettaient à l'employeur d'avoir voix prépondérante sur celle de l'employé, suppression qui fonde en France le droit social ; du traité improprement appelé de libre échange avec l'Angleterre dont la finalité est d'abaisser les prix à la consommation pour les classes populaires ; de l'envoi de délégués ouvriers à l'exposition universelle de Londres avec pour résultats le contact avec les trade-unions anglais ouvrant la voie au développement toléré des premiers syndicats ouvriers ; de la fameuse loi de 1864, non pas sur l'octroi du droit de grève comme on le dit improprement puisque aucun texte n'interdisait la grève, mais sur l'octroi du droit de coalition qui rendait ainsi la grève possible ; du droit de réunion en 1868 pour tout ce qui touche les questions économiques et sociales et qui apparaît ainsi comme une manifestation de discrimination positive en faveur des ouvriers. On peut ajouter à ces mesures l'instauration de la retraite des fonctionnaires par répartition, et non par capitalisation, dès juin 1853.

À chaque fois que telle ou telle de ces mesures sociales est adoptée, il se trouve en France un homme politique ou un journaliste pour dire qu'il s'agit là d'une mesure socialiste ! Mesures socialistes sans aucun doute mais d'un socialisme paternaliste, d'un socialisme d'en haut par opposition au socialisme d'en bas, au socialisme révolutionnaire et souvent communiste. C'est Mgr Sibourg, archevêque de Paris qui, dans une délicate formule, avait opposé le « bon socialisme » au « mauvais socialisme », le « bon socialisme » du prince-président c'est-à-dire celui qui ne porte pas atteinte à la propriété au « mauvais socialisme » c'est-à-dire le socialisme

révolutionnaire. Et l'on rappellera que Marx et Engels, en 1848 dans leur *Manifeste*, n'avaient pas de mots assez durs pour stigmatiser ce socialisme saint-simonien sans pour autant en contester le caractère socialiste. Il reste que les ouvriers de Paris et des grandes villes acquis au blanquisme et à la révolution ont repoussé ce socialisme octroyé et ont entendu être maîtres de leur destin. Ce sont eux qui, le 4 septembre 1870 après le désastre militaire de Sedan et la captivité de l'empereur, porteront le coup de grâce à l'Empire et proclameront la République.

Un homme de culture

Un autre aspect de la personnalité de Napoléon III, c'est qu'il a été pleinement un homme de culture. On a souvent souligné qu'il n'avait peut-être pas une culture littéraire ou picturale très étendue. Par contre, il a toujours été très intéressé par l'histoire. Il a écrit plusieurs ouvrages historiques honorables et surtout un *Jules César* que l'on redécouvre aujourd'hui et dans lequel les meilleurs spécialistes comme Claude Nicolet voient une œuvre majeure de l'historiographie du XIX^e siècle. De plus, pour rédiger cet ouvrage, il a fait faire des fouilles archéologiques de très grande ampleur à tel point qu'on peut le considérer comme le fondateur de l'archéologie scientifique française. Il s'est aussi intéressé de très près à l'architecture et à l'art des jardins allant jusqu'à intervenir personnellement dans la construction du pavillon Baltard, dans la rénovation du Louvre et dans l'édification des jardins publics et on a pu voir en lui un véritable architecte-paysagiste. C'est lui qui a couvert la France de jardins publics dans un souci hygiénique, social et esthétique. On lui doit aussi une réelle démocratisation de la culture à travers le développement des musées, de la musique chorale (le second Empire est l'âge d'or des orphéons !) et de l'instruction laïque avec Victor Duruy.

Un militaire

On oublie trop souvent également chez Napoléon III le militaire inséparable du diplomate que l'on a déjà évoqué, ce qui lui a valu de la part des saint-simoniens eux-mêmes l'épithète flatteuse de « Saint-Simon à cheval » allusion à la formule célèbre de Madame de Staël sur Napoléon 1^{er} en qui elle voyait un « Robespierre à cheval » ! Dans ce domaine, on n'oubliera pas que Napoléon III était un militaire de formation, capitaine d'artillerie de l'armée suisse, qu'il a joué un rôle personnel dans la rénovation de l'artillerie française et de la marine de guerre, et qu'il a conduit en personne les armées au combat : il est le vrai vainqueur de Magenta et de Solferino. Il y avait bien en effet une politique extérieure saint-simonienne à l'état de projet, une politique dont les grands axes étaient le soutien aux nationalités, le rôle messianique attribué à la France, une politique coloniale, la recherche du concert européen. Napoléon III, par bien des côtés, a concrétisé cette politique avec la guerre d'Italie, qui suscita un extraordinaire engouement populaire, avec la recherche du concert européen qui l'a conduit à multiplier les conférences internationales, avec la

politique coloniale notamment en Algérie où le projet de royaume arabe lui valut la haine tenace des colons. Il n'est pas jusqu'à la calamiteuse guerre du Mexique qui n'ait reçu au début l'approbation du fouriériste Considérant. Il est clair toutefois que sur bien des points cette politique répondait à d'autres impératifs de type impérialiste ou de soutien aux missions catholiques par exemple la déplorable expédition de Chine. Pour ne pas avoir su choisir à temps entre la Prusse, ce que commandait la politique des nationalités, et l'Autriche conservatrice, dont l'alliance devait penser-il assurer la pérennité du régime, Napoléon III hésita trop longtemps avant de céder au courant belliqueux et de se lancer dans une guerre, dont la France n'avait pas les moyens, terminée par la capitulation de Sedan.

+
+ +

Longtemps, les républicains ont reproché à Napoléon III le désastre de Sedan, d'où pourtant était sortie la République, mais, en 1940, ils ont également inscrit à leur passif un identique désastre symbolisée par la même ville et il est alors apparu qu'un désastre militaire, aussi grave soit-il, ne pouvait remettre en question le bilan de l'action d'un régime ou de toute une vie. Au passif de Napoléon III, il reste cependant le coup d'État dans lequel certains continuent à voir le péché originel de l'homme sans lui accorder aucune rédemption et sans que soit comptée à son crédit aucune de ses actions d'homme d'État. Durant des décennies après la fin de l'Empire, de multiples associations d'anciennes victimes du 2 Décembre ont entretenu cette flamme qui brûle encore. À l'inverse, on peut considérer que Napoléon III a été le seul homme d'État du XIXe siècle à avoir eu une conscience aigüe de la question ouvrière, à s'être engagé dans une politique économique et sociale prenant en compte cette réalité, à avoir donné aux ouvriers des armes nouvelles et à la masse de la population le plein emploi, le droit de suffrage, l'accès au savoir et, dans les grandes villes, un cadre de vie plus agréable. Par beaucoup d'aspects, cette politique a dépassé le libéralisme spontané et anarchique de son époque. D'autres enfin, mettent surtout en avant ses réalisations dans le domaine économique, réalisations qui ont modernisé et changé le visage de la France. Quoiqu'il en soit, ce bonapartisme saint-simonien n'a pas survécu à l'homme qui l'incarnait. Après lui, le bonapartisme, en tant que grand courant politique, est devenu pour l'essentiel un simple conservatisme monarchique qui peu à peu s'est éteint.

Texte de l'intervention faite lors de la Journée d'étude de la section régionale Nord/Pas-de-Calais de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie le 22 novembre 2008 et paru dans le < Jstorien et géographes. Revue de l'Association des professeurs d'histoire et de [fç[fUd\]Ž N° 4%, ^Uj]Yf-Zfj f]Yf 20%ždd"&) !&%